

Désintérêt du citoyen pour les problèmes urbains? : la ville rejetée

Autor(en): **Wolff, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **55 (1982)**

Heft 6

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-128443>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Désintérêt du citoyen pour les problèmes urbains ?

La ville rejetée

Notre époque est marquée par une forte urbanisation, phénomène qui engendre le développement de mouvements divers qui lui sont fortement opposés. Les actions des comités de quartier, les interventions émanant des différents partis politiques et les discours des mass medias participent à titre divers à la contestation plus ou moins ouverte et constructive de la ville. Cependant, la forme la plus achevée mais aussi la plus ambiguë d'opposition à l'urbanisation consiste en l'abandon de la ville par une partie des citoyens au profit des zones périphériques. Certes, il s'agit de bien distinguer entre les «déportations» de population urbaine économiquement défavorisée

quartiers hyperdensifiés concentrant une bonne partie de la population dans des immeubles contigus ou non, mais tout assez hauts. Le développement intensif des banlieues pavillonnaires concrétise pour sa part les aspirations d'une fraction de citoyens.

Cette situation n'est pas récente puisque, aux États-Unis, la population suburbaine était déjà supérieure à celle des villes en 1970 : population suburbaine 76 millions, population urbaine 64 millions. En Europe, sans pour autant atteindre une telle proportion, l'évolution est similaire. Les principales métropoles européennes sont ceinturées de banlieues tentaculaires qui grignotent ou dévo-

Derrière cet engouement en faveur de l'habitat individuel se profilent les désirs et les phantasmes plus ou moins nombreux ressentis par la nouvelle population périurbaine; le besoin de sécurisation de l'individu est intimement lié à la possession de son abri. Les aspirations au retour à la nature et à l'enracinement procèdent aussi d'une recherche personnelle et traduisent l'existence de la «fibre écologique» qui, pour un épanouissement maximal, exige de se fixer en zone rurale. Evidemment, ces options écologico-sécurisantes n'ont pas échappé aux promoteurs de constructions individuelles qui, dans certains pays, n'hésitent pas à susciter de véritables besoins.

Ensuite, la mise en place de mesures législatives favorisant l'extension des zones villas et l'obtention de prêts immobiliers importants permet la prolifération de ce type d'habitat dans de vastes lotissements pavillonnaires. Il est probable que ce modèle d'habitation n'aurait pas connu un essor aussi considérable et fulgurant si l'immense majorité des citoyens n'avait pas manifesté un désintérêt massif et diffus à l'égard des problèmes liés à l'urbanisme.

A ce stade de notre propos, il semble urgent de s'interroger sur les causes de la démission d'une grande partie de la population face aux questions urbaines, étant entendu que la presque totalité de la population des pays développés est urbanisée et intégrée économiquement et socialement au mode de vie induit par l'urbanisation.

Lorsque l'on considère les menées de certains acteurs privilégiés du monde urbain, on ne peut que constater l'émergence d'éléments de réflexion et de conflits qu'ils suscitent. Les groupes économiques – banques, promoteurs, etc. – investissent et transforment la ville selon leurs intérêts particuliers. Les partis politiques s'emparent de ce nouveau motif de polémique, attaquant ou défendant les enjeux économiques résultant des mutations urbaines. Les comités de défense ou de quartier dénoncent les carences plus ou moins importantes en matière d'urbanisme. Les médias locaux se passionnent pour le thème urbain et amplifient les débats soulevés par la qualité de la vie, l'écologie, le problème des équipements collectifs,... Ces divers intervenants aux intérêts souvent contradictoires inscrivent l'urbanisme pris dans sa conception la plus large dans la réalité consciente, omniprésente et quotidienne de tout individu. D'autre part, du fait que le citoyen est en butte à main-



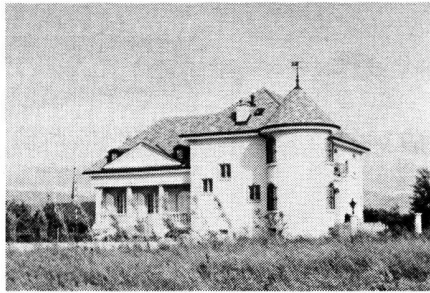
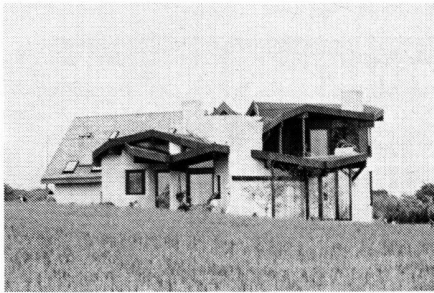
Un environnement urbain multiforme.

vers les grands ensembles de banlieue par suite de rénovation des centres-villes et l'émigration volontaire d'habitants aux revenus confortables, ou tout au moins moyens, vers des espaces faiblement construits, réservés à un habitat individuel. C'est cette seconde catégorie qui manifeste physiquement son rejet de la ville.

La plupart des enquêtes sociologiques effectuées en Europe depuis les années 60 indiquent que près de 80% de la population urbaine aspire à occuper un logement individuel en pleine propriété. Ainsi sont fortement dévalorisés les

rent, selon les circonstances spatiales et temporelles, les zones rurales environnantes.

La capitale vaudoise n'échappe pas à ce schéma. Lausanne a vu sa population diminuer de 7,3% entre 1970 et 1980, tandis que durant la même période les communes de l'agglomération enregistraient une augmentation démographique de 9,3%. Le poids démographique de Lausanne dans l'agglomération a passé de 78% en 1950 à 57% en 1980. Cette «rurbanisation» dénote la volonté de nombreux citoyens de recréer sous leur propre toit une cellule familiale-abri.



L'extension des «zones villas» rêve ou cauchemar?

tes difficultés – problèmes du logement, des moyens de transport, des équipements multiples – il est constamment aux prises avec cet univers urbain multiforme. Il est donc étonnant de constater l'ampleur de la démission du citoyen à l'égard des affaires publiques qui régissent son mode de vie hors travail.

A Lausanne, cette démission est notoire à la lecture des taux de participation aux votations. Ceux-ci ne cessent de décroître, que ce soit lors des élections communales ayant pour objet le renouvellement des autorités communales, ou lors de votations populaires concernant des affaires purement urbaines.

Les chiffres des résultats lausannois illustrent cette tendance. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les taux de participation aux scrutins communaux s'élevaient à 70% et décroissent régulièrement depuis lors, ainsi que le prouve le tableau suivant:

Taux de participation aux élections communales

1948	70,6%
1953	60,0%
1957	53,1%
1961	37,4%
1973	40,0%
1977	37,7%
1981	35,3%

Lors de votations populaires concernant la ville de Lausanne, le manque d'empressement pour les questions urbaines

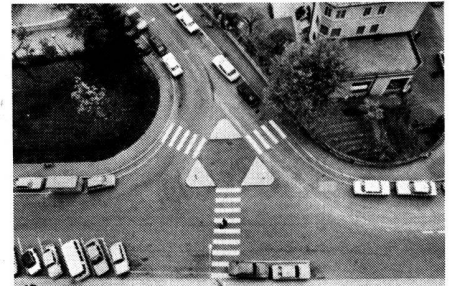
que traduit la faible participation de la population est également frappant. Le taux moyen de participation aux six référendums qui ont eu lieu depuis 1961 n'est que de 21,2%. Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'objet de ces consultations populaires avait chaque fois trait à la ville.

Taux de participation aux différents référendums lausannois

Date	Objet	Taux
1961	Rénovation du Casino de Montbenon	23%
1967	Réglementation des horaires de magasins.	9,6%
1972	Edification d'un hôtel-tour à Ouchy	27,8%
1979	Révision des tarifs des Services industriels	32,1%
1979	Révisions des tarifs des Services industriels	15,1%
1980	Changement d'affectation de zones	19,6%

Diverses observations tendent à révéler qu'une minorité de la population urbaine est sensibilisée à la faiblesse du niveau de participation des citoyens aux temps forts de la vie publique de la cité. Il serait souhaitable que cela change.

Le citoyen est constamment en butte à maintes difficultés.



Alors que les médias, les partis politiques, les comités de quartier et les groupes d'intérêt divers s'activent autour des problèmes relatifs à l'urbanisme¹, le désintérêt du citoyen pour sa ville a de quoi surprendre.

Par **Jean-Pierre Wolff**
Enseignant à l'Ecole Polytechnique
d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger.

¹ Cf. Wolff: *Pouvoir et urbanisme, Lausanne et Toulouse*, Institut de science politique, Lausanne 1981. Le présent article développe l'une des questions déjà soulevées par l'auteur et auxquelles il s'est efforcé de répondre dans un livre récemment paru intitulé *Pouvoir et urbanisme* et édité par l'Institut de science politique de Lausanne en 1981. La préface et le commentaire critique sont respectivement de M. L. Bridel, doyen de science politique, et de M. J.-P. Delamuraz, conseiller d'Etat.



au service de tous
Société de Banque Suisse 